

Nouveau limogeage à Renault :
Après les faux espions,
les faux amis

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 3 septembre 2013

Le 10 septembre, un point de départ

Le gouvernement après des longues semaines de discussion, et probablement anxieux de nos réactions, a dévoilé sa réforme des retraites.

Ayrault nous raconte qu'il ne touche pas à l'âge légal de départ ? Mais le nombre d'annuités pour bénéficier d'une retraite pleine atteindra 43 ans. Il devient donc presque impossible de partir avec une retraite à taux plein à 62 ans.

On nous raconte aussi – air connu – qu'il faudrait travailler plus longtemps car aujourd'hui on vit plus vieux ? Mais si la société capitaliste ne fonctionnait pas si mal, si elle ne fabriquait pas des millions de chômeurs, les caisses de retraite seraient pleines. La principale cause de déficit est là.

On nous raconte enfin qu'il va falloir augmenter les cotisations et que ce serait notre intérêt ? Mais

deux poids deux mesures : tandis que nous allons perdre sur toute la ligne, les patrons vont gagner d'un côté ce qu'ils vont perdre de l'autre ! Et davantage même ! La hausse de leurs cotisations retraites sera compensée par la réduction d'autres cotisations (notamment d'allocations familiales) et d'impôts. Le ministre des finances Moscovici, a été vivement applaudi par les patrons à leur université d'été !

Et nous les travailleurs, devrions le payer par tous les bouts ? Non merci !

Les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU appellent à une journée d'action le mardi 10 septembre. Il ne suffira pas d'un jour pour contrer les sales coups de ce gouvernement prétendu de gauche. Mais nous devons montrer notre colère. Et une journée réussie peut et doit en annoncer d'autres.

Hollande, premier des va-t-en-guerre

Après le retrait de la Grande-Bretagne, puis la décision d'Obama de solliciter l'approbation de son parlement, Hollande qui se préparait à envoyer ses Rafales en Syrie dès cette semaine, doit quelque peu rabaisser son caquet. Il avait dégainé trop vite.

Mais le projet est toujours là, d'une opération militaire américano-française en Syrie dans les semaines qui viennent. Encore une ? La guerre d'Afghanistan, déclenchée en 2001, dure toujours. Celle d'Irak, de 2003, a laissé un pays en proie aux attentats et guerres de clans. Celle de Libye, dont Sarkozy était si fier en 2011 et qu'Hollande et Fabius ont soutenue, a laissé un pays en ruine et un peuple entre les mains de cliques militaires et religieuses tout aussi dictatoriales que ne l'était Kadhafi.

Les frappes qu'Hollande et Obama ont annoncées ne seraient pas la guerre, nous dit-on. Mais combien de destructions et de morts feraient-elles ? Et quelle escalade ensuite ? Et cette « leçon » donnée à Al-Assad : à quel prix et quel sang pour les Syriens ?

Les interventions militaires des grandes puissances n'ont pas pour but de libérer les peuples. Bachar Al-Assad est un dictateur sanglant. Ni plus ni moins que ne l'étaient Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte, ces deux grands amis de la France avant que leurs peuples ne les renversent.

Bachar Al-Assad a été bon ami aussi, reçu par Sarkozy à l'Élysée. Et quand il a entamé sa

répression féroce contre des révoltés qui le menaçaient à son tour, les grandes puissances occidentales ont laissé faire.

Ce qui les inquiète aujourd'hui, après deux ans d'une répression qui aurait fait 100 000 morts, ce n'est pas l'utilisation d'armes chimiques qui violerait les « lois internationales » de la guerre bien policée. Ce qui les inquiète, c'est l'instabilité du pays et de la région. Y compris celle de l'Égypte où vient de se rompre l'alliance entre l'État-major de l'armée et les Frères musulmans : une alliance que les USA avaient encouragée dans l'espoir de mieux dominer le peuple égyptien qui, deux ans et demi après sa révolution, continue à se mobiliser et à faire grève.

Hollande l'a d'ailleurs précisé : il ne s'agit pas de renverser Al-Assad, mais de faire pression sur lui pour qu'il accepte un compromis avec une partie des chefs autoproclamés de la rébellion, notables du gouvernement provisoire soutenus par les grandes puissances occidentales, officiers dissidents de l'armée d'Al-Assad ou chefs de groupes islamistes intégristes. Une telle réconciliation des chefs devrait permettre de tenir à nouveau le peuple syrien d'une main de fer, et de lui faire supporter sa misère.

Voilà dans quel but Hollande et Obama sont prêts à rajouter leurs bombardements à la guerre qui sévit en Syrie. Une opération militaire contre les peuples du Moyen Orient, dont on ne peut être solidaire.

Le règne des arrivistes

Frustré de ne pas pouvoir succéder à Ghosn, Tavares a été débarqué suite à ses offres de service faites à GM et Ford cet été dans la presse. Des déclarations qui montrent comment le top management applique les valeurs dont il nous abreuve (être corporate, loyal, engagé...) « *Chaque fois que Renault joue collectif et bien Renault gagne* », avait même lancé Tavares après la signature de l'accord de compétitivité, alors qu'il envisageait au début de fermer des usines.

Tavares n'est pas un cas isolé. Nos dirigeants, qu'ils aient fait toute leur carrière chez Renault ou pas, ont une certaine vision du collectif : les sacrifices pour les salariés, les juteuses carrières pour eux-mêmes.

Qui veut être le prochain numéro 2 ?

Après Pelata, c'est au tour de Tavares d'être remercié. Pas facile d'être le numéro 2 du PDG : Carlos Ghosn s'accroche à son mandat et ne veut voir dépasser aucune tête. A part la sienne.

L'omni-président

Non content d'être PDG de Renault et de Nissan, Carlos Ghosn s'est fait élire président du Conseil d'administration d'Avtovaz en juin dernier. La vraie différence entre Ghosn et Tavares ? C'est que Ghosn, lui, est le numéro 1.

Rétention d'information

Le point d'avancement de la démarche cœur/non-cœur de métier fait lors des CCE et CE de juillet, a été un non-événement : la direction reste toujours dans une présentation très générale.

Seule info, mais sans surprise : la direction Tests & Services est la plus touchée avec une répartition cœur/non cœur à 50/50. Ce qui laisse augurer des réductions d'effectifs importantes et des externalisations. Mais là-dessus, c'est toujours silence-radio. Il y aurait donc des choses à cacher ?

Pour certains, il suffit de battre décile...

La dernière lettre de transparence indique que l'écart de rémunération entre les 10 % de cadres les mieux payés de Renault (9^{ème} décile) et ceux du panel Hay est passé de -7 % en 2009 à 0 en 2012. Les plus hauts cadres de Renault seraient désormais payés autant qu'ailleurs : une injustice insoutenable enfin réparée.

On récupère... notre dû !

Avec la fin du CEF (Compte Epargne Formation), les salariés de Renault récupèrent des congés que la direction avait convertis en formation lors du passage aux 35h en 1999. C'est le résultat de l'action des salariés qui avaient refusé de se faire débiter du CEF les Métiers Days, et de certains syndicats qui avaient fait condamner Renault pour débits abusifs de formations obligatoires. Les vacances ont été trop courtes ? Alors récupérons !

Renault a de la marge, pas nous

Renault a augmenté sa marge opérationnelle (MOP) du 1^{er} semestre 2013 de 15 %, à 583 millions d'euros. La MOP de l'automobile est même passée de 116 à 211 millions. Quant au bénéfice net (97 millions), il est en baisse mais à cause d'une opération comptable : 512 millions de pertes liées aux sanctions imposées en Iran ont été provisionnées, même si pour l'instant Renault n'a rien perdu. La crise est donc toute relative. On ne peut pas en dire autant de la baisse de notre pouvoir d'achat.

Une fermeture facilitée par l'accord compétitivité

Le 8 juillet, la direction a annoncé la fermeture du Centre Technique de Rueil. Les grandes manœuvres commencent déjà au TCR, avec de nombreux déménagements internes pour caser tout le monde. 1 253 salariés sont sommés de déménager du CTR principalement au Technocentre, d'ici fin 2014. Et si certains préféreraient à l'occasion quitter Renault, ce n'est pas la direction qui s'en plaindrait.

Les suppressions d'emplois issues de l'accord de compétitivité permettent ainsi de fermer Rueil. On se souvient de l'arrêt de l'opération Renault Losange il y a deux ans, notamment faute de place au TCR.

Fin du GIE : une solution pour Renault mais pas pour les salariés

La fin annoncée du GIE Renault-Vestalia et de l'externalisation totale de ce secteur, ne signifie pas la fin des problèmes pour les salariés. Au contraire. Les salariés Renault doivent trouver un reclassement ailleurs, alors que les plus anciens sont poussés vers la sortie. Et les salariés Vestalia sont pris en otage entre les sociétés qui reprennent l'activité (Cofely, Docapost, Forma et SDV), Renault et Vestalia.

Rappelons que les repreneurs ont l'obligation légale de reprendre tous les salariés. Ils ne sont pas censés faire leur marché. Toute liste noire de salariés à ne pas reprendre, et dont Renault voudrait se débarrasser, serait tout aussi illégale. Aux salariés de se regrouper pour ne pas y laisser des plumes.

L'union fait la force

Depuis 2 semaines, 30 000 travailleurs de l'automobile sont en grève en Afrique du Sud : chez ces grands de l'automobile mondiaux, GM, Ford, Toyota ou Nissan, qui font leur beurre là-bas. Aucune des 3 000 voitures produites par jour dans le pays ne sort. Les syndicats revendiquent 14 % d'augmentation, contre 6 % proposés par le patronat (équivalent à l'inflation).

Les patrons ont déjà cédé 10 %, et les ouvriers de l'automobile ont entraîné massivement d'autres secteurs allant du bâtiment à l'aéroport tandis que le textile et les mines d'or devaient rejoindre le mouvement mardi.